

AVIS DE MOTION ET QUESTIONS

M. *Smith* (Queens-Shelburne)—Lundi prochain—QUESTION—1. Quels ministères du Gouvernement participent aux services de recherches et de sauvetage sur le littoral de l'Atlantique?

2. Quel est le nombre de navires que chaque ministère met à la disposition de ces services?

3. Peut-on communiquer facilement et en tout temps avec ces navires?

4. A quel endroit est établi le centre de coordination?

5. Au cours de 1950, à combien de missions de secours en mer le centre de coordination a-t-il participé?

6. Des recherches effectuées par le centre de coordination, combien l'ont été a) par des avions du C.A.R.C., b) par des navires appartenant à l'État?

M. *Pearkes*—Lundi prochain—QUESTION—1. Des appels de décision de la Commission canadienne des pensions, entendus par les Bureaux d'appel itinérants, en 1949, combien ont été décidés en faveur de cas d'invalidité antérieure à l'enrôlement et aggravée par suite du service?

2. Des appels rejetés, combien ont été jugés comme des cas d'invalidité antérieure à l'enrôlement et non aggravée par suite du service?

3. Quel a été le nombre d'appels entendus par les Bureaux itinérants en 1950? Sur ce compte, combien ont reçu une décision favorable?

4. De ces appels, combien ont été jugés comme étant des cas d'invalidité antérieure à l'enrôlement (i) aggravée par suite du service, (ii) non aggravée par suite du service?

M. *Pearkes*—Lundi prochain—QUESTION—1. Quelles municipalités ont reçu des subventions en vertu de la Loi des subsides, 1949?

2. Quelles sommes a-t-on versées dans chaque cas?

M. *Pearkes*—Lundi prochain—QUESTION—1. La Commission du service civil a-t-elle enquêté pour savoir si des pays du Commonwealth britannique ou des nations étrangères avaient augmenté le montant de la pension versée à leurs employés fonctionnaires civils retraités ou est-elle au courant d'une telle situation?

2. Dans l'affirmative, quelles ont été ces augmentations et sur quoi s'est-on fondé pour accorder ces augmentations?

M. *Pearkes*—Lundi prochain—QUESTION—1. La province de la Colombie-Britannique et la division des Affaires indiennes du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ont-elles conclu des ententes touchant leur participation respective aux frais de premier établissement d'écoles que fréquenteront en commun les enfants des Indiens et des Blancs?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les écoles visées et quel est le montant de la contribution fédérale dans chaque cas?